

Décision n° 2010-0322
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 18 mars 2010
attribuant des ressources en numérotation à
la Société Française du Radiotéléphone
(numéro court)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la Société Française du Radiotéléphone (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 09-1153 en date du 5 mai 2009) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la demande de la Société Française du Radiotéléphone en date du 11 janvier 2010, reçue le 2 février 2010, sollicitant l'attribution d'un numéro court ;

Vu le courrier de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 4 février 2010 ;

Vu le rapport annuel d'utilisation des ressources en numérotation de la Société Française du Radiotéléphone, en date du 8 février 2010, reçu le 25 février 2010 ;

Après en avoir délibéré le 18 mars 2010 ;

.../...

Décide :

Article 1er – Le numéro court 3658 est attribué, jusqu'au 18 mars 2030, à la Société Française du Radiotéléphone (Siren : 403 106 537) pour l'accès à un service à valeur ajoutée.

Article 2 - La Société Française du Radiotéléphone acquitte, pour le numéro court attribué à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, le numéro court attribué à l'article 1^{er} ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle. Il ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la Société Française du Radiotéléphone adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective du numéro court attribué.

Article 5 - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la Société Française du Radiotéléphone.

Fait à Paris, le 18 mars 2010

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI